

Des subventions pourraient être attribuées suivant les objectifs spécifiques décrits à la section 3.1, et les critères de sélection similaires à ceux décrits dans la section 4.4.1.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4		
Objectif/produit 1 : Composante cuisson propre et valorisation des déchets	4 900 000	
Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1	4 900 000	
Objectif/produit 2 : Composante du capital humain et marché des EnR et de l'EE	4 900 000	10 600 000
Gestion indirecte avec la GIZ – cf. section 4.4.1	4 900 000	
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	200 000	
Provision pour dépenses imprévues	0	
Totaux	10 000 000	10 600 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Chaque composante de l'action disposera d'un Comité de Pilotage rassemblant des représentants de l'UE, des institutions nationales ainsi les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre des activités. Chaque Comité se réunira au moins une fois par an pour assurer le pilotage stratégique de l'action.

Dans le cas de la cuisson propre, étant donné la nature multidimensionnelle des enjeux de cuisson, l'Action appuiera la mise en place d'une instance de coordination interministérielle des actions de cuisson propre en Côte d'Ivoire, qui rassemblera des ministères sectoriels (énergie, environnement, agriculture, ressources animales et halieutiques, forêts, etc.) ainsi que transversaux (santé, éducation, promotion des PME, budget, etc.). Cette instance pourra s'inspirer du concept de « Delivery Unit » proposé par la Clean Cooking Alliance, c'est-à-dire une équipe ou entité dédiée à la cuisson intégrée au sein du gouvernement. Cette instance sera représentée dans le comité de pilotage de l'Action.

Pour chaque composante, un comité technique de suivi sera mis en place. Il sera responsable du suivi de la mise en œuvre des activités. En principe il sera composé des mêmes entités faisant partie du comité de pilotage et il se réunira au moins chaque trimestre.